



RÉSOLUTIONS | RESOLUCIONES | RÉSOLUTIONS

UNE SEULE RÉOLUTION PAR FEUILLE ! | SOLO UNA RESOLUCIÓN POR HOJA ! | UNE SEULE RÉOLUTION PAR FEUILLE !

Titre Título Titre :	<i>Les notations avant les vies et les avenir – Comment les agences de notation renforcent l'injustice mondiale</i>
Organisation Organización Organisation :	Jusos
Pays País Pays :	Allemagne

- 1 Les inégalités économiques mondiales ne sont pas une loi naturelle. Elles sont le résultat de relations de pouvoir historiques, de décisions politiques,
- 2 et de structures économiques qui continuent de façonner le monde d'aujourd'hui. Un élément central mais souvent sous-estimé
- 3 Les agences de notation privées constituent un élément de ces structures. Leurs jugements déterminent les coûts d'emprunt des États, influencent les flux d'investissement mondiaux, imposent des mesures d'austérité et façonnent ainsi directement la politique économique mondiale.
- 4 des États, influencent les flux d'investissement mondiaux, imposent des mesures d'austérité et façonnent ainsi directement
- 5 la marge de manœuvre politique et sociale des gouvernements, en particulier dans les pays du Sud.
- 6 De fournisseurs d'informations à acteurs politiques influents
- 7 Les agences de notation de crédit sont apparues au XIXe siècle aux États-Unis en tant que fournisseurs d'informations privés,
- 8 initialement aider les investisseurs à évaluer les risques dans des secteurs tels que les chemins de fer. Leur objectif initial était de
- 9 réduire les asymétries d'information entre créanciers et débiteurs.
- 10 Avec la mondialisation des marchés financiers, la libéralisation des flux de capitaux et l'importance croissante du
- 11 financement basé sur les marchés des capitaux depuis les années 1970 et 1980, le rôle des agences de notation a fondamentalement
- 12 . Après les crises de la dette dans les pays du Sud, de nombreux États ont de plus en plus compté sur les capitaux internationaux
- 13 marchés plutôt que des prêts bilatéraux ou multilatéraux. Les notations de crédit souverain sont ainsi devenues une porte d'entrée essentielle vers
- 14 finance mondiale.
- 15 Dans le même temps, le modèle économique des agences de notation est passé d'un système où l'investisseur payait à un système où l'émetteur payait
- 16 . Les États et les entreprises paient désormais pour être notés, ce qui crée un conflit d'intérêts structurel
- 17 qui persiste encore aujourd'hui.
- 18 Oligopole et déficit démocratique
- 19 Aujourd'hui, trois sociétés privées – Moody's, Standard & Poor's et Fitch – contrôlent environ 90 % du
- 20 marché mondial de notation de crédit. Cette structure oligopolistique leur confère un pouvoir énorme sans légitimité démocratique
- 21 légitimité démocratique ni responsabilité politique effective.



22 Les institutions publiques ont activement renforcé ce pouvoir. Grâce à des réglementations des marchés financiers telles que les accords de Bâle
 23 Accords de Bâle, les règles applicables aux assurances et aux fonds de pension, et les exigences des banques centrales, les notations de crédit sont devenues des
 24 des références quasi obligatoires. Les notations négatives déclenchent des réactions automatiques du marché : hausse des taux d'intérêt,
 25 sorties de capitaux et baisse des investissements – que les évaluations soient ou non fondées sur le fond.
 26 justifié ou politiquement biaisé.

27 Désavantage structurel des pays du Sud

28 Pour les pays du Sud, les effets des notations de crédit sont particulièrement graves et structurellement biaisés.
 29 De nombreux pays à faible revenu sont confrontés à des obstacles importants pour obtenir ne serait-ce qu'une notation souveraine, car les coûts
 30 impliqués sont souvent prohibitifs. Dans le même temps, les gouvernements sont conscients qu'une mauvaise notation peut en soi
 31 aggraver leur situation économique en augmentant les coûts d'emprunt et en décourageant les investissements, ce qui crée une situation rationnelle
 32 incitation à éviter complètement le processus de notation. Cela place déjà les pays du Sud dans une
 33 défavorable sur les marchés financiers mondiaux.

34 Lorsque des notations existent, elles sont souvent caractérisées par des généralisations et des biais structurels. Les agences de notation
 35 s'appuient fortement sur un ensemble restreint d'indicateurs macroéconomiques tels que le PIB par habitant, les niveaux d'endettement public
 36 ou les taux de croissance à court terme. La responsabilité historique, l'exploitation coloniale, les termes de l'échange inégaux et
 37 Les dépendances structurelles au sein de l'économie mondiale sont largement ignorées. En conséquence, des régions entières –
 38 en particulier l'Afrique subsaharienne et certaines parties de l'Amérique latine – sont systématiquement moins bien notées que les
 39 pays industrialisés, même lorsque les fondamentaux économiques ou les perspectives à long terme sont comparables.

40 En outre, la pratique des plafonds dits souverains renforce la punition collective. Les entreprises, les
 41 les municipalités et les institutions publiques ne peuvent généralement pas obtenir une note supérieure à celle de leur pays d'origine.
 42 pays, indépendamment de leur stabilité financière individuelle. Ce mécanisme lie effectivement le sort de tous les
 43 acteurs économiques d'un pays à une seule évaluation souveraine, limitant l'accès au crédit, augmentant les
 44 les coûts de financement et freinant le développement de l'ensemble des économies.

45 Comment les notations de crédit aggravent les crises économiques

46 Les agences de notation ont tendance à réagir tardivement et à intensifier les cycles économiques. Pendant les phases d'expansion, elles attribuent souvent
 47 attribuent des notations trop positives, encourageant les entrées de capitaux spéculatifs. En période de crise, les dégradations brutales
 48 suivent, provoquant une fuite des capitaux, une dévaluation monétaire et une augmentation des coûts d'emprunt. Cette dynamique exacerbe
 49 les ralentissements économiques et affecte de manière disproportionnée les sociétés du Sud.

50 Pression politique et perte de souveraineté

51 Au-delà de leur impact sur les marchés, les agences de notation exercent une pression politique directe sur les gouvernements. Étant donné que la stabilité politique
 52 stabilité politique, la politique budgétaire et les cadres réglementaires sont intégrés dans les notations, les gouvernements sont souvent contraints
 53 à se conformer de manière anticipée. Les dépenses sociales, la fiscalité redistributive, les investissements publics et les réformes démocratiques
 54 sont fréquemment subordonnés à l'objectif de maintien ou d'amélioration des notations.

55 Cette dynamique sape l'autodétermination démocratique. Les acteurs privés à but lucratif, qui ne sont soumis à aucun mandat démocratique
 56 mandat démocratique acquièrent de facto un droit de veto sur les politiques économiques et sociales. Pour les pays du Sud,
 57 cela se traduit souvent par des politiques d'austérité, la privatisation et l'affaiblissement des services publics, même lorsque ces
 58 mesures aggravent la pauvreté et les inégalités.



59 La nécessité d'une plus grande justice dans l'économie mondiale

60 En tant que jeunes socialistes et internationalistes, nous rejetons un système financier mondial dans lequel les entreprises privées décident
61 sur l'avenir économique et social de sociétés entières. Les agences de notation, dans leur forme actuelle, sont
62 des instruments d'injustice structurelle mondiale. Elles renforcent les inégalités historiques, privilégient les intérêts du capital au détriment des
63 droits de l'homme et restreignent l'élaboration de politiques démocratiques, en particulier dans les pays du Sud.

64 La justice mondiale exige un contrôle démocratique du pouvoir financier, la reconnaissance de la responsabilité historique
65 et la priorisation des besoins sociaux, écologiques et de développement par rapport à la logique du marché à court terme.

66 En tant qu'IUSY, nous appelons à la mise en œuvre des mesures suivantes :

67 1. Démocratisation et réglementation des notations de crédit

68 - Normes de transparence contraignantes pour les méthodologies de notation, les sources de données et les processus décisionnels

69 .

70 - Règles claires en matière de responsabilité en cas de négligence grave ou d'erreurs systémiques de notation.

71 2. Réduire la dépendance mondiale à l'égard des notations privées

72 - Suppression systématique des références obligatoires aux notations de crédit privées dans les réglementations financières internationales

73 .

74 - Renforcement des capacités publiques et indépendantes d'évaluation des risques au sein des États, des banques centrales et des
75 institutions internationales.

76 3. Création de modèles de notation alternatifs à but non lucratif

77 - Soutien à la création d'institutions de notation indépendantes, à but non lucratif et ancrées au niveau régional
78 , en particulier dans les pays du Sud.

79 - Promotion de modèles de notation incluant des indicateurs sociaux, écologiques, relatifs aux droits de l'homme et au développement

80 .

81 4. Élargissement de l'espace politique pour les pays du Sud

82 - Protection du droit des pays du Sud à mener des politiques économiques, sociales et
83 industrielles sans craindre de dégradations punitives.

84 - Opposition aux conditions d'austérité dictées par les notations ou les attentes des investisseurs.

85 5. Intégrer la durabilité et la responsabilité mondiale

86 - Intégration obligatoire de la durabilité, des risques climatiques, des inégalités et des impacts sur les droits humains dans toutes les
87 évaluations de crédit.

88 - Reconnaissance du fait que la stabilité sociale et écologique à long terme est un élément essentiel de la véritable
89 résilience économique.



- 90 Le pouvoir des agences de notation de crédit est un problème politique et doit être traité politiquement. Un système mondial juste
- 91 L'ordre ne peut exister tant que des acteurs privés motivés par le profit déterminent quels pays sont considérés comme
- 92 « solvables » et lesquels sont condamnés à une dépendance perpétuelle.
- 93 En tant qu'IUSY, nous défendons une alternative internationaliste : un contrôle démocratique de la finance, la solidarité avec les pays du Sud
- 94 Sud et une économie mondiale au service des personnes, et non des notations.